Sciences économiques et sociales – TES/L – Fustel de Coulanges – 2015/2016
marjorie.galy@wanadoo.fr - http://www.toileses.org

Les mécanismes du programme de SES de terminale…

Ceteris paribus…

Chapitre 1 : Quelles sont les sources de la croissance économique ?

↗ Qté facteurs de production (L et K) → croissance
- ↗ Qté facteurs de production L (emplois, heures, durée vie active) → Croissance
- ↗ Qté de K (investissement) = Accumulation de Capital physique (K) → Croissance

↗ Efficacité (qualité) des facteurs de production → croissance
- ↗ qualité du K par accumulation de capital technologique => ↗ PGF → Croissance
- ↗ qualité du L = Accumulation de capital humain => ↗ PGF → Croissance
- ↗ qualité du K => ↗ PGF → Croissance
- ↗ qualité du L => ↗ PGF → Croissance

Meilleure combinaison K et L (meilleure orga° du L) => ↗ PGF → Croissance

Accumulation de capital institutionnel (droits de propriété, brevets, infrastructures) => Externalités positives => ↗ PGF → Croissance
R&D => innovation => progrès technique => ↗ PGF → croissance
Recherche fondamentale=> innovation => progrès technique => ↗ PGF → croissance
Innovation de procédé => ↗ productivité du K et du L => ↗ PGF → croissance
↗ PGF => Gain de productivité => ↗ profit => ↗ capacité de financement => ↗investissement => ↗ Qté et/ou qualité K => croissance
↗ PGF => Gain de productivité => ↗ salaires => ↗ pouvoir d'achat => ↗ demande de consommation => croissance
↗ PGF => Gain de productivité => ↘ prix => ↗ pouvoir d'achat => ↗ demande de consommation => croissance
Capital technologique (stock de connaissances) => R&D => innovation = progrès technique => Gain de productivité => croissance
Institutions => droits de propriété => incitation à l'investissement => croissance

Institutions => brevet => incitation à l'innovation… => croissance
Institutions => système scolaire & santé => ↗KH => ↗ PGF => Croissance
Institutions => système judiciaire => garantie droits de propriété => incitation à l'investissement, l'innovation… => croissance
Institutions => système bancaire => crédit => ↗ investissement + innovation… => croissance
Institutions => Etat de droit => ↘ corruption => incitation à l'investissement, l'innovation… => croissance

PIB = Le Produit intérieur brut est l'agrégat de mesure de toutes les productions légales (marchandes et non marchandes) effectuées par les unités productives résidentes et donnant lieu à rémunération des travailleurs sur un territoire donnée pendant une période donnée.

La **croissance économique** se mesure en calculant le TCAM du PIB <u>en volume</u> en %.

Ce que le PIB mesure bien	La production de biens & services issus d'un travail rémunéré : représentation synthétique d'une économie
	La production marchande
	Le TCAM du PIB permet de repérer les phases de croissance économique dans l'histoire.
	L'évolution conjoncturelle de l'activité économique (expansion, ralentissement, récession avec la variation annuelle du PIB)
	Permet de calculer le niveau de vie moyen (PIB/Hab ou Revenu/hab) et donc de construire l'IDH (niveau de vie = 1/3 de l'IDH)
Ce que le PIB mesure mal	La production non marchande
	L'économie souterraine légale (fraude fiscale et travail non déclaré)
	Le niveau de vie (car moyenne PIB/hab)
Ce que le PIB ne mesure pas	Le développement humain
	Le travail domestique et le bénévolat
	Les inégalités
	Le bien-être et le bonheur (temps libre, chômage, insécurité, lien social, épanouissement…)
	Soutenabilité de la croissance (développement durable)
	L'économie souterraine criminelle (variable selon les pays, adoption recommandée depuis peu pour l'UE -Eurostat)

IDH (indice de développement humain) = revenu national/tête + espérance de vie à la naissance + taux de scolarisation
Mais l'IDH ne tient pas compte de l'inégalité de la répartition des revenus, des inégalités de genre, de la pauvreté ou du développement durable.

Ne pas confondre les limites du PIB (ch1) et limites de la croissance (Ch3)

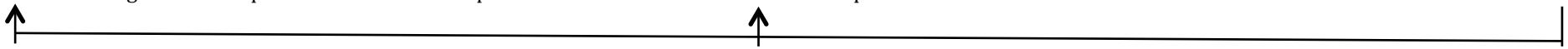
Chapitre 2 : Les classes sociales persistent-elles face à la montée des inégalités ?

Points communs	Différences	
	Marx	Weber
* Même terminologie : « classes » pour définir des groupes sociaux * Utilisation de la dimension économique pour « stratifier », représenter la société et ses groupes sociaux. * Contingence de la formation de « classes réelles » (plus forte chez Weber que chez Marx, Weber est septique, Marx est volontariste en ce domaine de l'entrée en lutte des « classes »)	* « Classes sociales » * Critère d'appartenance à une classe : propriété des MP * Stratification binaire (1 seul critère) * La dimension économique est centrale et exclusive, elle explique toute la stratification * Conscience de classe * Tendance à la bipolarisation * Société conflictuelle * Réalisme : les classes sociales ont une certaine ou possible existence dans la tête des acteurs, pas seulement un concept	* « Classes » * Critère d'appartenance à une classe : accès aux biens (€) * Stratification multidimensionnelle (3 ordres) * La dimension économique n'est qu'une parmi 3 chez Weber qui privilégie le prestige (statut social et partis) * Peu de chance que les classes développent une conscience commune, seuls les groupes de statut sont des communautés (cad. des valeurs communes, sentiment d'appartenance) * Non concordance possible et probable des 3 ordres * Société plus pacifiée * Nominalisme : les classes sont, pour Weber, uniquement (ou d'abord) des constructions théoriques

Classe sociale : groupe social de grande taille (donc sans interconnaissance) fondée selon un critère économique commun dans les sociétés démocratiques (disparition des inégalité de droit).

Chez Marx :

Inégalités => clivages économiques => classe en soi => prise de conscience collective => classe pour soi => mobilisation collective => lutte des classes



Sociétés pré-industrielles = stratification d'ordres ou de castes
Sociétés industrielles = stratification de classes
Société post-industrielle = quelle stratification ? (Disparition ou brouillage des classes ?)
Société post-industrielle => ↘ économiques ? et ↗ critères de différenciation sociale (âge, sexe, statut professionnel) => brouillage des frontières de classes ?

Société post-industrielle : société qui a dépassé la domination économique de l'industrie devant l'essor du tertiaire / tertiarisation (+ de 70% du PIB et des emplois de la France aujourd'hui). De nouvelles valeurs et de nouvelles pratiques dites post-matérialistes en découlent, les classes sociales « traditionnelles » (ouvriers versus patrons) y seraient moins prégnantes.

↗ inégalités => ↗ polarisation => ↗ stratification de classes cad économique
↘ inégalités => ↘ polarisation = ↗ moyennisation => ↘ stratification de classes cad ↘ dimension économique
↗ salarisation + ↗tertiarisation (↗PCS 3, 4, 5 et ↘PCS 1, 2, 6) + ↗féminisation + ↗qualifications => éclatement des classes sociales binaires (à la Marx) => montée des classes pluriel (à la Weber ou Mendras)

« Moyennisation »	« Polarisation »
Sur longue période	**Depuis les années 1980**
↗ part catégories moyennes/intermédiaires Statut de salarié devient enviable (CDI, mensualisation, congés payés, Sécurité sociale, instances de représentation des salariés, hausse de salaires issues du partage des gains de productivité…), ↗ Accès école enfants catégories populaires = massification ou démocratisation (↘écarts BAC enfants de cadres/ouvriers) ↗ Niveau de vie de toutes les classes sociales et réduction des inégalités de revenus (D9/D1) ↗ Homogénéisation de certaines pratiques (BBQ) ↗ Accès logement, vacances (congés payés) Convergence des taux d'équipement électro-ménager Déclin numérique et symbolique de la classe ouvrière Déclin du sentiment d'appartenance à une classe sociale Essor du sentiment d'appartenance à « la classe moyenne »	Déprolétarisation mais pas embourgeoisement des ouvriers (Goldthorpe) Retour des inégalités économiques (↗D9 > ↗D1 et surtout à l'intérieur de D9 : C95 à C99 pour les revenus et le patrimoine) ↗ Coefficient de Gini revenus et patrimoine (Lorentz) ↗ Concentration revenus et patrimoines à D9 et C99 Retour des inégalités sociales (pratiques culturelles comme la lecture, le cinéma, le musée, TV, obésité, vacances au ski, avoir une femme de ménage…) Persistance en soi et pour soi de l'aristocratie Retour de la conscience d'appartenance à une classe sociale avec la crise ?

Inégalités cumulatives :

Faibles revenus => faible épargne => faible patrimoine => faibles revenus du patrimoine => faible revenus etc
Forts revenus => forte épargne => patrimoine élevé => revenus du patrimoine élevés => revenus élevés etc
Inégalités d'origine sociale => inégalités de réussite scolaire et de réseau social => inégalité d'emploi => inégalités de revenus => inégalités de logement et de loisirs => inégalités de réussite scolaire

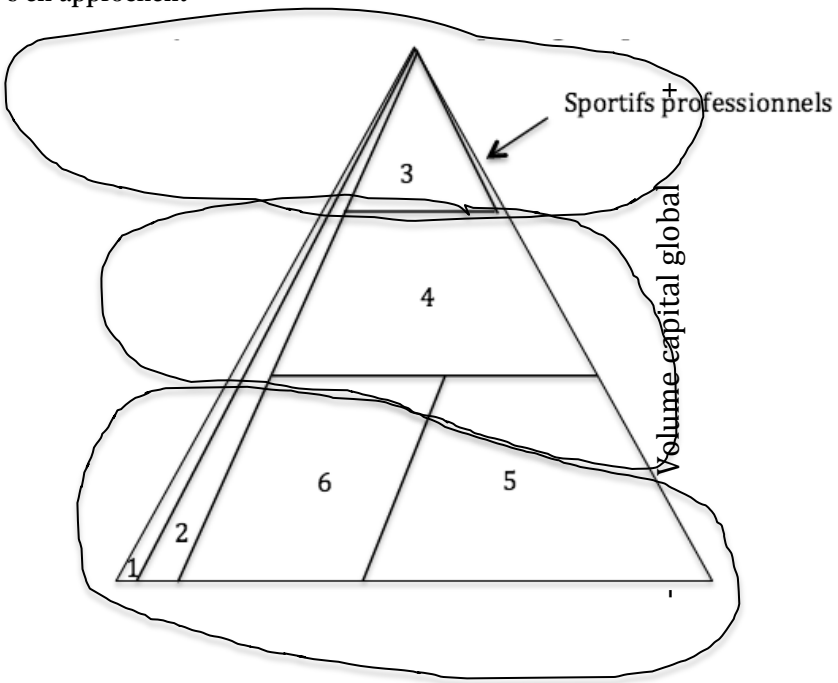
Des PCS partiellement hiérarchisées (statut social = revenu + prestige, repérable aux modes de vie distincts)

Les PCS ne sont pas des classes sociales mais elles s'en approchent

Classes supérieures

Classes moyennes

Classes populaires



Chapitre 3 : La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?

Croissance nécessaire mais pas suffisante au bien-être et **développement (humain et durable)**

Limites écologiques de la croissance :

- épuisement des ressources énergétiques
- épuisement des ressources halieutiques
- déforestation
- ↗ concentration gaz à effet de serre (=> réchauffement climatique)

Environnement comme **bien commun** (*non excluable* mais *rival*), « tragédie des biens communs »
Biens collectifs (*non rival* et *non excluable*) comme la connaissance, les routes, la sécurité…

Tout bien *non excluable* (gratuit, sans prix) est sous-produit par le marché (car pas rentable) = défaillances du marché
Non excluable => phénomène du **« passager clandestin »**
D'où l'intervention des pouvoirs publics incontournable et recommandée par les **théories de la croissance endogène** notamment concernant les Infrastructures (**K public**), connaissance (**K technologique** = innovation et progrès technique), qualification main-d'œuvre (**K humain**) sont des **biens collectifs** qui génèrent de fortes **externalités positives** favorables à la croissance

Croissance et développement résultent de l'interaction du **K naturel, K physique, K humain, K institutionnel mais cette croissance est-elle soutenable, ce développement e il durable ?**

Le développement durable ou soutenable intègre **trois dimensions** : la **dimension économique** (une croissance des richesses doit être possible), la **dimension sociale** (ce richesse doit être équitablement partagée dans le monde et entre les générations), la **dimension environnementale** (les ressources et la planète doivent être préservées).

Croissance soutenable ≈ Croissance qui est conforme au développement durable

L'analyse économique du DD repose sur l'hypothèse de **substituabilité** des différents capitaux.
Le capital naturel est-il substituable avec le capital physique, le capital technologique, c'est-à-dire le progrès technique peut-il sauver l'humanité des limites écologiques de l'actuelle mode de croissance/consommation ?

3 outils des pouvoirs publics pour protéger le K naturel :

- Règlementation (interdiction, normes, seuils/plafonds, amendes)
- Taxation (taxes, subventions, primes, fiscalité écologique)
- Marché des quotas (ou permis) d'émission

} Internalisation par incitation (signal-prix)

La taxe ou le marché des quotas permettent de donner un prix (donc un coût) aux externalités négatives que sont les émissions de GES, la déforestation etc. En leur donn un prix, les pouvoirs publics créent un **signal** qui **incitent** les émetteurs (producteurs et/ou consommateurs) à **internaliser** ces méfaits dans leur calcul économique (minimiser coûts, maximiser les bénéfices) et donc de procéder aux arbitrages entre payer la taxe /acheter des quotas ou investir dans la dépollution / consommation alternative.

Compte tenu du fait que chaque type de mesure climatique possède des avantages, des contraintes et des inconvénients, il est nécessaire et efficace de les utiliser chacune là où e présentent le plus d'avantages et le moins d'inconvénients selon le type de pollution que l'on souhaite limiter voire interdire. Concrètement, ces 3 outils sont donc utilisés de fa combinée.

	Avantages	Inconvénients / Limites
Règlementation	- Plafonne ou supprime les pollutions dangereuses aux effets irréversibles - Montant des réductions de pollution connu à l'avance (ex ante) - Décision facile et rapide à prendre pour les pouvoirs publics : publier un décret ou règlement. - Faible coût de mise en œuvre - Bien adapté lorsque le contrôle est aisé	- Inéquité : Norme uniforme qui s'applique mal à des émetteurs hétérogènes (en chiffre d'affaires, coût de dépollution) et peut conduire à des faillites « des plus petits » (coûts économiques >gains environnementaux ?) - Dégrade la compétitivité des entreprises concernées par rapport à leurs concurrents qui ne le seraient pas (coûts économiques >gains environnementaux ?) - Risque de contournement de la norme si elle est trop exigeante (fraude, délocalisation) - Pas d'incitation à faire mieux que la norme - Effet rebond - Faible acceptabilité politique (lobbying des industries visées)
Taxe	- Procure des recettes fiscales aux pouvoirs publics - Chaque entreprise est libre de faire son propre arbitrage (calcul économique) entre le coût de la taxe et le coût de l'investissement de dépollution - Une fois la taxe imposée/acceptée, système de contrôle léger - Possibilité de moduler la taxe en fonction du secteur d'activité - Possibilité de financer des projets de dépollution ou redistribution des fruits de la taxe pour subventionner les industries les plus fragiles (subventions à la dépollution) - Incitation à dépasser l'objectif visé par les pouvoirs publics (mais non connu à l'avance)	- On ne connaît pas à l'avance le volume des réductions des émissions polluantes que la taxe va entraîner - Mise en place internationale difficile (harmonisation fiscale, dumping fiscal) - L'efficacité de la taxe dépend de la capacité des pouvoirs publics à prélever l'impôt et surtout de sa capacité à fixer le bon niveau de la taxe pour qu'elle soit incitative sans engendrer de contournement - Faible acceptabilité politique (lobbying des industries visées) - Taxe peut être reportée sur les consommateurs : baisse pouvoir d'achat des consommateurs les moins riches / les plus captifs (inéquité)
Marché	- On connaît à l'avance le volume des réductions des émissions polluantes (plafond d'émission à déterminer ex ante pour attribuer les quotas) - Chaque entreprise est libre de faire son propre arbitrage (calcul économique) entre le prix du quota sur le marché et le coût de l'investissement de dépollution - Souplesse du dispositif qui peut s'appliquer à des entreprises ou des pays - Internationalisation aisée du marché (MDP) - Autorégulation du dispositif, le prix fluctue selon la confrontation libre des offres et demandes de quotas, le marché est censé déterminer le « bon » prix du quota, par ex de la tonne de CO2 - Les émissions baissent d'abord là où les coûts de la dépollution sont les plus faibles (efficacité économique) - Bonne acceptabilité politique	- Système de régulation (création du marché, attribution des quotas, contrôle…) potentiellement lourd et coûteux (bureaucratie) - L'efficacité du marché dépend de l'efficacité de l'autorité de surveillance - Risques de spéculation déstabilisatrice - Absence d'équité selon la taille des entreprises intervenantes sur le marché (gros offreurs sont aussi gros demandeurs (ex EDF), ils sont donc *price maker* plutôt que *price taker*),qui peuvent ou non répercuter les coûts de la dépollution sur les consommateurs, posséder ou non des équipes spécialisées de *trading* dédiées… - Marché inadapté pour des petits émetteurs

Complémentarités des 3 outils de pol clim :

- pollutions aux effets irréversibles -> réglementation (R)
- bonne acceptabilité politique -> R ou marché (M)
- vitesse de mise en œuvre -> R ou taxation (T)
- ciblage consommateurs ou PME -> R ou T
- coûts de dépollution variables -> T ou M
- GES des gros émetteurs -> M
- Internationalisation aisée -> R ou M
- Souplesse/modulation dispositif -> T ou M
- Procure des recettes fiscales -> T voire M (enchères)
- Réductions connues ex ante -> R ou M
- Efficacité économique -> M (d'abord là où c'est peu couteux)
- Efficacité écologique -> R, T
- Faible substituabilité -> R, Forte substituabilité -> T ou M

Chapitre 4 : Qu'est-ce qui fait monter l'ascenseur social ?

Les grandes tendances de la MS en France :

Inversion MS/reproduction sociale de 1953 à 2003 : 30%/70% en 1953 versus 65%/35% en 2003.
Depuis 1993, arrêt du développement de la MS (d'où spectre du déclassement)
MS structurelle reste minoritaire mais c'est son développement au cours des « trente glorieuses », du fait des mutations de l'économie française et donc de l'emploi, qui assure le développement de la MS (de 26 à 35% de la mobilité observée totale).
En 2003, 60% de MS nette et donc 40% de MS structurelle
La MS concerne avant tout les PCS du milieu (4 et 2), la reproduction sociale les extrémités (3 et 6-1).
La MS est avant tout une MS de proximité (trajets courts).
Dans la MS, l'ascension est majoritaire mais recule pour laisser croitre les cas de déclassement (démotion) : en 2003, sur 100 fils actifs âgés de 40 à 59 ans, 35% d'ascendants et 25% de descendants.

3 déterminants de la mobilité/reproduction sociale :

- la structure de l'emploi (tertiarisation, féminisation, salarisation, hausse du niveau des qualifications)
- la famille (capital culturel/économique/social)
- l'Ecole

↗salarisation + ↗tertiarisation + ↗féminisation + ↗qualifications => ↗PCS 3, 4, 5 et ↘PCS 1, 2, 6 => nouvelle structure d'emplois qui ferme des places et en ouvre d'autres => mobili sociale structurelle

Mobilité sociale = Total des pères/fils – diagonale
Immobilité sociale ou reproduction sociale = diagonale
Mobilité sociale nette = mobilité sociale observée (ou brute) – mobilité sociale structurelle
Mobilité sociale structurelle : se mesure en comparant la structure des PCS génération des pères / génération des fils
Fluidité sociale ≈ mobilité sociale nette

Mythe de la massification scolaire : en théorie, démocratisation scolaire => ↗égalité des chances (méritocratie) => ↗fluidité sociale (même probabilité pour tous les élèves d'accéder à tous les diplômes et professions)
Chômage de masse + massification scolaire = paradoxe d'Anderson (déclassement scolaire) = les diplômes sont de moins en moins « rentables » = déplacement de la sélection scolai vers les études supérieures (le bac aujourd'hui ne « vaut » pas ce qu'il valait dans la génération des pères en termes d'insertion professionnelle).

Bourdieu : Inégalités d'origine sociale => inégalités de capital culturel familial / capital scolaire => inégalités de réussite scolaire + inégalités de capital social (réseau social) => inégalité d'insertion professionnelle => reproduction sociale
Boudon : Inégalités d'origine sociale => inégalités économiques + inégalités d'ambition scolaire => Calcul rationnel ACA des familles => inégalités d'orientation => inégalités des parcours scolaire = inégalités d'insertion professionnelle => reproduction sociale

3 types de déclassement (mobilité sociale descendante) :

- déclassement intergénérationnel : PCS enfants < PCS parents,
- déclassement intra générationnel : chômage => dégradation emploi retrouvé,
- déclassement scolaire (paradoxe d'Anderson) : diplôme enfants vaut moins que diplôme parents (ex. ↘ rentabilité professionnelle du baccalauréat)

Les tables de mobilité

Avantages	Limites
Permettent de mesurer la mobilité sociale brute (observée) Permettent de mesurer la reproduction sociale Permettent de mesurer la mobilité structurelle donc la fluidité sociale (rapport aux marges) Permettent des comparaisons dans le temps : MS de +/+ forte ? Permettent de repérer les trajectoires probables/rares entre PCS parents/enfants et donc les mécanismes sociaux à l'œuvre	Permettent, mais mal, de repérer la MS ascendante/descendante (1->6, 6->5 ?) Ne permettent pas des comparaisons internationales car seule la France utilise l'outil PCS Hétérogénéité des professions à l'intérieur d'une même PCS qui masque de la MS (ex. fils d'enseignant 3 devenant médecin 3) Homogénéité de certaines professions appartenant à 2 PCS distinctes : surévaluation MS (ex. fils d'agriculteu 1 devenant routier 6) La seule PCS mesure mal la MS car elle ne tient pas compte du statut (CDI/CDD->déclassement) ni de la dégradation du prestige de certaines professions Mesurent mal la MS des filles Mesurent avec beaucoup de retard la MS [40 à 59 ans]

Chapitre 5 : Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

Dotations factorielles (naturelles et construites) Travail, K physique et technologique, K humain, K naturel, K public => avantages comparatifs + libre-échange => spécialisation + DI' DIPP => économies d'échelle => ↗ concurrence => ↗ commerce international et croissance

Construction d'un avantage comparatif :
- investissements publics en infrastructures
- investissements publics en éducation et santé
- investissements publics en R&D
- remontée de filière (industrialisation en vol d'oies sauvage)
- protectionnisme éducateur

Ancienne DIT :
- Echanges Nord/Sud de produits très différents
- Commerce inter-branches

Mondialisation :
- ↗ commerce international (↘ coûts de transport des marchandises et données)
- ↗ DIT
- ↗ DIPP (↗IDE)
- ↗ flux de capitaux

Nouvelle DIT :
- Echanges Nord/Nord de produits similaires (commerce intra-branches)
- Echanges Nord/Pays émergents
- Commerce intra-firmes (DIPP)

Déterminants localisation FMN :
- Proximité des clients
- Proximité des concurrents
- Proximité des fournisseurs
- Proximité des matières premières
- Faible coût de la main-d'œuvre) faible coût UNITAIRE de la main-d'œuvre
- Main-d'œuvre qualifiée)
- Faible risque-pays (Etat et institutions marchandes forts)
- Territoire bien équipé en infrastructures de transport et télécommunication
- Fiscalité avantageuse

Compétitivité = capacité d'une entreprise ou d'un pays à gagner des parts de marché	
Compétitivité-prix	- Niveau des coûts de production (coût du travail, coût du capital, cout des matières premières, coûts de transport…) - Niveau du taux de change - Fiscalité
Compétitivité hors-prix (dite aussi structurelle)	- Qualité (qui dépend bcp de la qualification de la main-d'œuvre ou capital humain) - Innovation - Image de marque

Echanges internationaux…	Consommateurs	Producteurs	Travailleurs
Avantages	- Offre de B&S abondants - Gains de pouvoir d'achat (↗concurrence = ↘prix) - Variété - Meilleure qualité	- Débouchés supplémentaires - Economies d'échelle - ↘ coût des consommations intermédiaires - Transferts technologiques	- Création d'emplois dans les secteurs exportateurs - Création d'emplois dans les pays émergents qui accueillent les délocalisations et externalisation - Pression à la ↗ sur les salaires des plus qualifiés
Inconvénients	- Risques sanitaires	- Faillite des moins compétitifs / concurrence internationale	- Chômage dans les industries fragiles - Pression à la ↘ sur les salaires des moins qualifiés

Fondements des politiques protectionnistes :

- Protection d'activités stratégiques (culture, militaire, énergies, indépendance alimentaire...)
- Protectionnisme éducateur (Friedrich LIST) : donner le temps de se développer/moderniser pour affronter la concurrence internationale
- Crainte des licenciements et du chômage national
- Se protéger du dumping social (ie de la « concurrence des pays à bas salaire » car faible protection des travailleurs)
- Représailles face à la concurrence jugée déloyale

Outils du protectionnisme :

- droits de douane
- quotas
- normes environnementales, sanitaires
- subventions des exportateurs
- sous-évaluation monnaie

Risques du protectionnisme :

- perte de compétitivité par excès de protection
- prix élevé au détriment du pouvoir d'achat des consommateurs
- risque d'escalade : rétorsions (cf. Chine UE / panneaux photovoltaïques)
- effet cumulatif récessif au niveau mondial

	Libre échange versus **Protectionnisme**	
Avantages / vertus	- variété produits - gains de pouvoir d'achat - émulation des producteurs (innovation et coûts) - transferts de technologie (rattrapage) - économie d'échelle et gain pda = croissance Dde	- protection d'activités stratégiques - protectionnisme éducateur transitoire - normes environnementales, sanitaires et sociales
Inconvénients / Risques	- faillites et chômage (mais destruction créatrice) - dumping social et fiscal des Etats / FMN - échange inégal (dégradation des termes de l'échang) - vulnérabilité de certaines spécialisations	- perte de compétitivité par excès de protection - prix élevés pour les consommateurs (perte de pda) - Risque d'escalade, spirale récessive (chômage)

Chapitre 6 : Quels liens sociaux dans les sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?

Modernité des sociétés => ↗ division sociale du travail => ↗ individualisme => ↘ solidarité mécanique et ↗ solidarité organique

	Solidarité mécanique	Solidarité organique
Type de société	Traditionnelles (agricoles, densité faible)	Modernes (industrielles, densité forte)
Taille des groupes sociaux	Réduite (famille, clan, village)	Grande (classes, nation)
Division sociale du travail	Faible	Forte
Les individus sont	Similaires	Différenciés et complémentaires
Déterminants des comportements	La tradition, la coutume (fort contrôle social)	Le libre arbitre rationnel (désir d'émancipation et d'épanouissement personnel)
Conscience dominante	Conscience collective > conscience individuelle Communautarisme	Conscience individuelle > conscience collective Individualisme
Normes	Strictes et rigides	Souples et nombreuses
Type de droit	Répressif (punir)	Restitutif (dédommager)
Valeurs	Religieuses	Démocratiques
Aspirations des individus	Conformité et reproduction sociale	Autonomie et mobilité sociale

3 grandes instances d'intégration (de socialisation et/ou de sociabilité et/ou de solidarité) :

Les mutations économiques et sociales fragilisent ces instances qui se transforment et sont mises en difficulté pour intégrer les individus.
Perte d'emploi + liens familiaux fragiles => ↗ risque de **désaffiliation** d'où importance Etat-Providence en période de chômage de masse

	Fonctions intégratrices	Affaiblissement des fonctions
Famille	- Socialisation primaire : apprentissage des rôles sociaux, normes et valeurs pour s'intégrer dans la société - Solidarité affective, matérielle voire pécuniaire - Sociabilité - Lieu de soutien ultime (si défaillance des 2 autres instances)	- Montée du divorce/séparation - Montée de la fonction affective => fragilisation - Accroissement des familles monoparentales surexposées à la pauvreté
Ecole	- Socialisation primaire et secondaire (valeurs démocratiques, fabrication de « citoyens français ») - Sociabilité, altérité - Instruction (culture générale, culture commune) - Formation professionnelle (qualifications -> emploi) - Egalité des chances et méritocratie (sélection d'une élite)	- Massification ≠ démocratisation (déplacement des inégalités mais pas réduction) - Ségrégation sociale des filières / diplômes et des établissements scolaires - Paradoxe d'Anderson (déclassement du diplôme)
Travail	- Accès au revenu et donc à la norme de consommation - Accès à la sociabilité du monde du travail - Accès à un statut social (être reconnu comme utile par les autres) - Accès à la protection sociale - Estime et réalisation de soi - Socialisation secondaire	- Chômage de masse - Précarisation - Travailleurs pauvres (*woorking poors*)

Attention, il ne s'agit là que des **A**ffirmations. Pour en faire des arguments, il faut savoir et s'entraîner à les **E**xpliciter et les **I**llustrer.

Chapitre 7 : Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

Crise (sens strict) = point de retournement du cycle
Crise (sens large) = période de récession ou de croissance faible et fort chômage

Chocs => fluctuations
Chocs d'offre : tout ce qui influe les capacités productives
Chocs de demande : tout ce qui influe les capacités de consommation et d'investissement des « nationaux » et du Reste du monde (demande globale)
⅄ Donc l'investissement agit à la fois du coté de la demande et de l'offre, idem prix du pétrole
Choc d'offre négatif => ↘ capacités productives => ralentissement/récession (hausse fiscalité entreprises, hausse coûts approvisionnements)
Choc d'offre positif => ↗ capacités productives => expansion (ex. innovation, baisse fiscalité entreprises, baisse coûts approvisionnements…)
Choc de demande négatif => ↘ débouchés => ralentissement/récession (hausse TVA, hausse du chômage…)
Choc de demande positif => ↗ débouchés => expansion (baisse TVA, hausse exportations, hausse du SMIC…)

- Politique monétaire de relance => BC ↘ taux directeur => ↘ coût refinancement pour banques commerciales => ↘ coût du crédit => ↗ demande de crédit => stimulation de demande globale (consommation et investissement) => expansion
- Politique monétaire de rigueur (ou austérité ou stabilisation) => BC ↗ taux directeur => ↗ coût refinancement pour banques commerciales => ↗ coût du crédit => ↘ demande de crédit => ralentissement de la demande globale (consommation et investissement) => ralentissement/récession
- Politique budgétaire de relance => Gvt. ↗ dépenses publiques et/ou ↘ prélèvements obligatoires => stimulation de la demande globale (consommation et investissement) = expansion
- Politique budgétaire de rigueur => Gvt. ↘ dépenses publiques et/ou ↗ prélèvements obligatoires => ralentissement de la demande globale (consommation et investissemer => ralentissement/récession
- Politique budgétaire de rigueur (dite de consolidation budgétaire) => ↘ dépenses publiques et/ou ↗ prélèvements obligatoires => ↘ déficit public = ralentissement de la demande globale (consommation et investissement) => récession => stabilisateurs automatiques => ↗ dépenses publiques (↗ chômage, pauvres = ↗ versements indemnit et minima sociaux) et ↘ prélèvements obligatoires (↘emploi = ↘ cotisations sociales versées, ↘ conso = ↘TVA, ↘revenus = ↘ IRPP et IS etc) **= effet cumulatif**

Cercle vicieux de la récession (au moins 2 trimestres de baisse du PIB) => dépression (« récession qui dure/s'installe » avec phénomènes cumulatifs)

Bulle spéculative => krach => crise financière et souvent bancaires => pertes/faillites et **anticipations pessimistes** des agents économiques (entreprises et ménages) => ↗ épargr de précaution et *credit crunch* => ↘ demande globale (conso + invest) et faillites => ↗ chômage de masse => ↘ demande globale => ↗ anticipations pessimistes et déflationnistes (attentisme) = **Dépression** économique avec déflation (↘ absolue des prix) et baisse des revenus (profit, salaires) et de la production **= effets cumulatifs**

Fluctuations = **cycles** ? (Oui selon Juglar et Kondratiev/Schumpeter)
Innovations (majeures) => destructions créatrices => fluctuations économiques (cycles longs)
Destructions créatrices => ↗ firmes innovantes qui embauchent et ↘ « vieilles » firmes qui licencient => destruction-création d'emplois, d'entreprises, de secteurs industriels, de bie et services = Cycle ascendant jusqu'à l'arrivée à maturité de l'innovation, puis déclin et donc cycle descendant

Cycle du crédit : En période d'expansion, **excès d'optimismes** dans les anticipations des agents économiques + Déréglementation financière et politique monétaire accommodante (**« paradoxe de la tranquillité » Minsky**) => ↘ taux d'intérêt => ↗ endettement et bulles => Tensions inflationnistes (D>O) + risque de krach => politique monétaire restrictive (BC taux directeur) => (Krach) => **excès de pessimisme** => Resserrement du crédit (*credit crunch*) et insolvabilité => surendettement ménages et faillites entreprises

Désinflation : ralentissement de l'inflation (3% => 2%)
Déflation : baisse des prix (2% => -1%)

Chapitre 8 : Comment les pouvoirs publics contribuent-ils à la justice sociale ?

Principaux moyens d'intervention des pouvoirs publics pour favoriser la justice sociale (cad réduire les inégalités horizontales et verticales) :

- fiscalité (PRO : impôts + cotisations sociales (CS)),
- redistribution (versement revenus de transfert : assurances-vieillesse, chômage, maladie… , et minima sociaux RSA par ex.)

= protection sociale (assurantielle ou assistantielle)

- services collectifs (régaliens : police-justice-armée et « civils : école, hôpitaux, musées, bibliothèques…),
- lutte contre les discriminations (inégalité de traitement à la faveur des discriminés, F/H, ethnico-raciales).

Logique d'assistance : **minima sociaux** = revenus de transfert principalement **financés par l'impôt**
Logique d'assurance : **prestations sociales** = revenus de transfert principalement **financés par les CS**
Logique universelle : services collectifs financés par l'impôt

Redistribution horizontale : couverture des risques sociaux (Biens portants => malades / Actifs occupés => chômeurs et retraités / Célibataires => Familles avec enfant(s) …) sans objectif affiché de réduire les inégalités « riches/pauvres » (mais peut y contribuer incidemment)
Redistribution verticale : réduire les inégalités de revenus primaires entre les plus riches et les plus pauvres (1/3 des inégalités sont réduites au moment des PRO, 2/3 au moment de la distribution des revenus de transfert) (ex. IRPP, ISF, Successions)

Effet pervers redistribution ? Si minima sociaux (ou indemnité chômage) ≥ revenus du travail => trappe à inactivité (ou chômage ou pauvreté) par **désincitation** à la reprise d'emploi (hypothèse de préférence pour le loisir). Raisonnement abusif qui oublie que l'emploi ne procure pas seulement un revenu mais aussi un statut, une reconnaissance sociale un sentiment d'utilité, l'estime de soi…
RSA a remplacé le **RMI** pour lutter contre cet effet pervers présumé : le RSA permet le cumul du salaire avec le RSA pendant une durée transitoire pour inciter à la reprise d'emploi.

Revenu disponible = revenus primaires – prélèvements obligatoires (impôts + cotisations sociales) + revenus de transfert (= prestations sociales)
Redistribution efficace ?

D1 : Revenu disponible > revenus primaires
D9 : Revenu disponible < revenus primaires
C95… : Taux de PRO régressif (graphique Piketty-Saez-Landais)

Certains services collectifs profitent davantage à D9 qu'à D1 : études post-bac, musées, bibliothèques, théâtres publics
Mais pour l'école si on regarde de la maternelle aux études supérieures, l'effet redistributif l'emporte car école obligatoire jusqu'à 16 ans.

Les 3 crises de l'Etat-providence (Pierre Rosanvallon) :

- une crise de financement d'abord du fait de la hausse des dépenses publiques liées au vieillissement de la population, aux progrès de la médecine et au chômage masse notamment (et aux baisses des PRO depuis les années 1980) ;
- une crise d'efficacité pour les Etats-providences qui peinent de plus en plus à lutter contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion ;
- enfin une crise de légitimité, conséquence des deux crises précédentes, l'Etat-providence apparaîtrait, aux yeux des citoyens, de moins en moins nécessaire et utile et s action voire son existence même serait de plus en plus contesté.

Chapitre 9 : Le travail est-il une marchandise comme les autres ?

	Théorie économique	~~Sphère médiatique~~
Les travailleurs…	Offre de travail	~~Demande d'emploi~~
Les employeurs…	Demande de travail	~~Offre d'emploi~~

Modèle NC de base :

- O de travail > D de travail = chômage => ↘ salaires => ↗ préférence loisir (↘ O de travail) et ↗ D de travail => retour à l'équilibre
- O de travail < D de travail = plein emploi voire pénurie => ↗ salaires => ↘ préférence loisir (↗ O de travail) et ↘ D de travail => retour à l'équilibre

Chômage involontaire à cause de rigidités à la baisse des salaires (SMIC) et chômage volontaire par préférence pour le loisir des offreurs si indemnisation-chômage.
Si SMIC (ou un coût du travail trop élevé à cause des CS), l'autorégulation du marché du travail est empêchée ce qui engendre du chômage. Il faut donc supprimer le SMIC ou baisser CS pour lutter contre le chômage (surtout le chômage des emplois faiblement qualifiés qui sont considérés comme peu productifs et donc pouvant avoir une productivité < au SMIC)

Modèle NC amendé :

- hétérogénéité du travail (**segmentation** du marché du travail entre le marché primaire et le marché secondaire, seul le marché secondaire se rapproche du fonctionnement concurrentiel, le marché primaire –rigide- est responsable du chômage à cause du salaire d'efficience qui y domine)
- **asymétrie d'information** entre Offreurs et Demandeurs de travail => salaire d'efficience > salaire d'équilibre => chômage

Salaire dépend de :

- O/D de travail (chômage/plein-emploi) = salaire d'équilibre
- Qualification ou productivité du travailleur
- Salaire d'efficience
- Négociations salariales (par les **partenaires sociaux** cad représentants – syndicats- des salariés et des employeurs)
- Conventions collectives (accords qui s'appliquent à toutes les entreprises de la branche)
- SMIC (Etat)
- Droit du travail et contrat de travail

Le lien théorie du chômage et politique de l'emploi

Type de chômage	Mesures	Conséquences
Chômage classique Coût du travail > productivité du travail (embauche pas rentable)	Flexibiliser salaires : suppression ou ↘ du SMIC ↘ coût du travail (exonération CS sur les bas salaires) Emplois aidés (subventionnés par l'Etat) **Politique de l'offre (coté production de B&S)** : Exonérations fiscales ou subventions aux entreprises	↘ Chômage des peu/pas qualifiés ↗ Chômage keynésien ↗ *Working poor* ↗ Compétitivité-prix ↗ Déficits de la protection sociale et du budget d l'Etat Trappe à bas salaires
Chômage volontaire Préférence pour le loisir	Suppression des minima sociaux Suppression de l'allocation chômage (ou durcissement des conditions/durée d'octroi, « sanctionner » les chômeurs) RSA (cumul RMI avec salaire)	Mise au travail des pauvres et/ou exclus ↗ *Working poor* ↗ Pauvreté et exclusion ↗ Chômage keynésien
Chômage structurel Inadéquation entre O et D de travail, rigidités structurelles du marché du travail	Formation de la main-d'œuvre (notamment chômeurs) Favoriser la mobilité géographique de la main-d'œuvre Assouplir le droit du travail (faciliter licenciements, assouplir contrats de travail = flexibilisation marché du travail) Développer l'accompagnement des chômeurs	↘ Chômage structurel ↗ Précarisation sauf si mesures compensatrices sécurisation (flexisécurité) ↗ Dépenses publiques pour l'emploi
Chômage keynésien Insuffisance de la demande globale de B&S (anticipée par les entreprises) Chômage de masse, équilibre de sous-emploi	**Politique de la demande (coté consommateurs de B&S)** : ↗ SMIC ↗ Salaires réels ↗ Minima sociaux et allocation chômage Emplois aidés (subventionnés par l'Etat) et ↗ fonctionnaires Politique budgétaire de relance (↗ dépenses publiques et ↘ impôts) Politique monétaire de relance (↘ taux directeur pour ↘ coût du crédit)	↘ Chômage de masse ↗ Déficit et dette publics ↗ Déficit du commerce extérieur (fuite M°) Tensions inflationnistes = ↘ Compétitivité-prix ↗ Chômage classique ↗ Chômage volontaire

Flexibilisation = ↗ flexibilité (=↘ rigidité du marché du travail résultant de son **institutionnalisation** / droit du travail**)…**

- **du marché du travail** (assouplissement droit du travail (licenciement facilités, contrats de travail moins contraignants pour l'employeur : CDD, intérim etc))
- **des salaires** (variation salaires selon O/D de travail)
- de l'organisation du travail (polyvalence des travailleurs, annualisation durée travail, chômage partiel, heures supplémentaires facilitées…)
- de la production (sous-traitance, externalisation)

Effritement du salariat :

- chômage de masse => montée des emplois atypiques => Précarisation de l'emploi

=> fragilisation du travail comme instance d'intégration (voir chapitre 6)

Chapitre 10 : La conflictualité sociale, pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

Conflit social + action collective = mouvement social
Conflits sociaux = conflits du travail (tradi et nouveaux)+ conflits sociétaux (hors-travail)

4 acceptions du rôle du conflit social :

- pathologie de l'intégration sociale (anomie cad manque de liens sociaux, « Corps social malade », Défaut de cohésion sociale, Emeutes, Menace de l'ordre social) Durkheim
- facteur de cohésion sociale (reconnaissance de l'adversaire, liens entre les individus mobilisés + cohésion interne (socialisation militante), réveil le sentiment d'appartenance, sont les individus les plus intégrés qui se mobilisent le plus), contraint à la négociation/compromis (soupape) Simmel, Coser
- moteur du changement social (lutte des classes moteur de l'histoire (Marx) conflits engendrent souvent de nouveaux droits, nouvelles valeurs progressistes)
- résistance au changement (NIMBY et qualification afin de discréditer un mouvement social, « conservatisme », « corporatisme », défense des « acquis »)

Mutations des conflits sociaux :

- ↘ conflits traditionnels du travail (avec grève > 2j)
- ↗ nouveaux conflits du travail (sans grève mais débrayage, pétition, refus d'HS)
- ↗ conflits sociétaux (conflits hors travail portant sur des valeurs, nouveaux droits, société post-industrielle)

Chapitre 11 : L'intégration économique et monétaire européenne permet-elle de favoriser la croissance et de limiter les fluctuations ?

Intégration européenne :

- Union douanière (1958 CEE)
- Marché unique (1986-1993 UE)
- Monnaie unique (1999-2002)

Avantages attendus de l'union douanière/ marché commun : renforce l'intégration économique par accroissement de la concurrence (« grand marché »), **incite à baisser les pr** accroit les flux commerciaux intra zones, permet des **économies d'échelle** correspondant à la baisse du coût unitaire d'un produit qu'obtient une entreprise en accroissant la quant de sa production qui permet aux firmes européennes d'accroitre leur compétitivité-prix (baisse prix => hausse pouvoir d'achat => hausse consommation => + hausse exportations = croissance et baisse chômage)

Avantages attendus d'une monnaie unique (€) :

- Suppression de la tentation de la dévaluation compétitive entre partenaire de la zone et suppression de la lutte couteuse pour les BC de la fixité des changes (SME) dans un monde de changes flottants depuis 1973.
- suppression du risque et du coût du change entre partenaires commerciaux
- hausse concurrence par la facilité de comparer les prix

Intégration monétaire => ↗ <u>interdépendances</u> entre politiques macroéconomiques des Etats membres difficiles à <u>coordonner</u> :

- Intégration préalable : **Critères de convergence** (**Maastricht 1992** pour entrer dans l'€ : inflation proche 2%, déficit< 3% PIB, dette < 60%PIB)
- BCE : **politique monétaire unique et uniforme** aux pays quel que soit leur taux d'inflation : divergences conjoncturelles ?
- BCE : politique de change unique et uniforme aux pays = taux de change €/devises fragilise les pays les moins compétitifs (prix et hors-prix)
- **Politiques budgétaires nationales** mais fortement contraintes (neutralisées) par le **Pacte de Stabilité et de Croissance** (**Amsterdam 1997**)
- Dumping fiscal (mise en concurrence des territoires pour attirer les IDE), dumping social (baisse coût travail pour accroitre compétitivité-prix)
- Très faible budget européen (1% du PIB de l'UE) ne permettant pas de mener des politiques structurelles recommandées par théories croissance endogène (ch1 KH, KTech K public)
- Faiblesse de l'Europe sociale (systèmes de protection sociale nationaux)

= difficile **coordination** des politiques économiques conjoncturelles comme structurelles dans l'UE (les forces centrifuges l'emportent sur les forces centripètes de l'intégration

Taux de change dépend de l'O/D des devises :

D devise > O devise => appréciation (ou réévaluation)
D devise < O devise => dépréciation (ou dévaluation)

Politique monétaire → Taux d'intérêt → Mouvements de capitaux → Taux de change → Compétitivité-prix → Solde balance commerciale

↗€/$ => appréciation de l'€/$ => renchérissement prix des X° et baisse prix des M° (vis-à-vis USA) => ↘ volume X et ↗ volume M => déficit commercial => ↘ entrée et ↗ ventes d'€
↘€/$ => dépréciation de l'€ => baisse prix des X° et renchérissement prix des M° => ↗ volume X et ↘ volume M => excédent commercial => ↗ entrées et ↘ ventes d'€ =>…